



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA
A FIN FEVRIER 2019**

AVRIL 2019



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

A FIN FEVRIER 2019

AVRIL 2019

SOMMAIRE

	Pages
PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1.1. Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	8
II. ACTIVITES ECONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production de biens et services	11
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	15
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	15
3.3. Liquidité bancaire	17
3.4. Situation monétaire	18
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA	20
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	20
4.2. Marché des titres de la dette publique	21
V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA	23
5.1. Environnement international	23
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	26
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	28
5.4. Perspectives d'inflation	29
ANNEXES STATISTIQUES	30

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1- Evolution récente

Aux Etats-Unis, l'activité économique a enregistré une reprise, après la fermeture partielle de l'administration sur une bonne partie du mois de janvier 2019 (shutdown). Au niveau de la zone euro, le secteur manufacturier a subi en février 2019 sa première contraction depuis 2013, pénalisé par les tensions commerciales, le ralentissement de la croissance mondiale et les perspectives de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. L'activité économique a été, en particulier, affectée par sa nouvelle baisse en Allemagne, qui s'est ressentie des différends commerciaux et de l'impact des nouvelles normes anti-pollution sur l'industrie automobile. Au niveau des pays émergents, la croissance chinoise continue de montrer des signes de faiblesse, dans un contexte de relations commerciales tendues avec les Etats-Unis.

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la Banque Centrale de l'Inde qui a abaissé son taux directeur.

Les prix des produits agricoles exportés ont augmenté, tandis que ceux importés par les pays de l'UEMOA se sont orientés à la baisse. La hausse des cours des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA est tirée par l'huile de palme, le pétrole, l'or et le caoutchouc. Elle est atténuée par la baisse des prix de l'huile de palme et du coton.

Les espoirs de résolution du conflit commercial sino-américain continuent de soutenir les indicateurs des principaux marchés boursiers. Toutefois, les perspectives économiques défavorables en zone euro et les inquiétudes politiques ont affecté le marché des changes. La monnaie européenne s'est repliée face à la livre sterling et au dollar des Etats-Unis. En revanche, l'euro s'est apprécié par rapport au yen japonais et au franc suisse. Au niveau du marché de l'Afrique de l'Ouest, sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est renforcé face aux principales monnaies des pays de la CEDEAO, à l'exception du dalasi et du naira. Les hausses les plus significatives ont été observées vis-à-vis du cedi ghanéen et du dollar libérien.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs récents de conjoncture indiquent une évolution contrastée de l'activité économique. La production industrielle et des services marchands s'est renforcée, tandis que les bâtiments et travaux publics ainsi que les activités commerciales sont en perte de vitesse. Par rapport à la même période de 2018, l'activité économique a progressé dans tous les secteurs d'activités, mais à un rythme plus faible que celui de la même période de l'année dernière.

L'indice harmonisé des prix à la consommation a progressé, en glissement annuel, de 0,6% à fin février 2019, après une réalisation de 0,8% le mois précédent. La décélération du rythme de progression du niveau général des prix est imprimée par la composante « Alimentation », dont la contribution à l'inflation totale est ressortie à -0,2 point de pourcentage (pp) à fin février 2019 contre -0,1 pp un mois plus tôt. Cette évolution est en ligne avec l'accentuation du repli des prix de céréales et de légumes frais dans la plupart des pays, ainsi que l'amélioration de l'offre de tubercules et plantains notamment au Burkina et au Togo.

Au cours du mois de février 2019, les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont restés élevés. Sur les guichets de la BCEAO, le taux d'intérêt moyen pondéré des opérations d'appels d'offres à une semaine et le taux d'intérêt marginal sont demeurés à 4,50%. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités du marché interbancaire est ressorti à 5,01%, en baisse de 15,0 points de base.

L'analyse des conditions de banque à fin février 2019 indique une baisse de 53,1 points de base du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 6,56% après 7,09% en janvier 2019. Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont baissé au niveau des concours accordés aux coopératives et groupements villageois, aux entreprises individuelles, aux assurances et caisses de retraite, aux entreprises privées du secteur productif et aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC).

Au cours du mois de février 2019, la liquidité propre des banques s'est améliorée de 81,5 milliards, en lien avec les entrées de ressources en provenance de l'extérieur (+15,2 milliards) et le solde positif des opérations des banques avec les Etats (+142,5 milliards).

La situation monétaire de l'Union à fin février 2019 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+9,0%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et les créances des institutions de dépôt sur l'économie. En effet, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôts de l'Union se sont renforcés de 864,8 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+1.255,2 milliards). Les créances intérieures ont progressé de 1.692,5 milliards ou 6,0%, en rythme annuel, pour s'établir à 29.669,9 milliards, en ligne avec la hausse des créances sur l'économie et les administrations publiques centrales (APUC).

2- Perspectives

L'activité économique poursuivrait sa décélération à l'échelle mondiale, les économies avancées et émergentes n'ont pas pu mettre fin à la tendance baissière entamée à la fin de l'année dernière. La bonne tenue de la demande intérieure a atténué la baisse du commerce extérieur ainsi que les effets négatifs des incertitudes liées au Brexit et aux tensions politiques. Sur le premier trimestre 2019, l'activité économique enregistrerait une bonne dynamique, mais en perte de vitesse, dans les économies de l'UEMOA. L'ensemble des secteurs d'activité maintiendraient leurs performances à un rythme moins fort que celui du dernier trimestre 2018. Les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande, avec l'accroissement attendu des cours des principales matières premières exportées, et des conditions financières stables sur les marchés des capitaux. Cette tendance pourrait être atténuée par la dégradation du climat sécuritaire et politique ainsi que la hausse des prix des principaux produits d'équipements importés et les effets des tensions commerciales.

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés et importés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions contrastées.

Pour le mois de mars 2019, les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande intérieure et des conditions financières stables, voire à la baisse. Pour l'année 2019, dans son ensemble, ces conditions favorables demeureront, avec toutefois un ralentissement de la demande en provenance des principaux pays partenaires européens et asiatiques où la croissance est dans une phase descendante du cycle.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin février 2019 et les dernières informations disponibles font ressortir un ralentissement de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 5,8% au premier trimestre 2019, après une réalisation de 6,8% le trimestre précédent. La perte de vitesse de l'activité au premier trimestre 2019 est attribuable notamment au recul du rythme de progression de la production manufacturière, des activités commerciales et extractives. La bonne tenue de la production d'énergie a exercé un effet modérateur. Tous les indicateurs conjoncturels récents dénotent un net ralentissement de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA, à l'instar de l'économie mondiale et de celle de la plupart des pays partenaires commerciaux, par rapport à la période de janvier-février 2018.

La masse monétaire de l'Union se situerait à 27.760,9 milliards à fin mars 2019 contre 25.598,5 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.162,4 milliards (+8,4%) qui en résulterait serait essentiellement imputable à la progression de 3.655,7 milliards (+13,9%) des créances intérieures attendues à 29.891,7 milliards. La contraction prévue des AEN (-1.161,9 milliards ou -17,1%), du fait de l'utilisation des réserves internationales issues des mobilisations d'euro-obligations de mars 2018, a exercé un effet modérateur.

Les prévisions d'inflation font ressortir une hausse des prix de 0,7% en mars 2019, en glissement annuel, après 0,6% en février 2019. Les composantes « transport » et « communication » seraient les principales sources de la hausse du niveau général des prix. Le renchérissement de « Transport » résulterait de la hausse des prix du carburant au Bénin, au Burkina et au Togo. Quant à la remontée du coût de communication, elle est liée à l'absence de bonus de crédit de consommation téléphonique, observée dans la plupart des pays de l'UEMOA. Le profil haussier des prix à la consommation a été atténué par le repli des prix des produits alimentaires, notamment les céréales, les huiles végétales et le sucre. Sur la base des réalisations des deux premiers mois de 2019 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 1,1% en 2019 contre une réalisation de 1,0% en 2018.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Activité économique dans le monde

Aux Etats-Unis, l'activité économique a enregistré une reprise, après la fermeture partielle de l'administration sur une bonne partie du mois de janvier 2019 (shutdown). En effet, la production industrielle a progressé de 0,1% en février 2019 après un repli de 0,4% en janvier 2019. Au niveau de la zone euro, le secteur manufacturier a subi en février 2019 sa première contraction depuis 2013, pénalisé par les tensions commerciales, le ralentissement de la croissance mondiale et les perspectives de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. L'activité économique a été, en particulier, affectée par une conjoncture défavorable en Allemagne, qui s'est ressentie des tensions commerciales et de l'impact des nouvelles normes anti-pollution sur l'industrie automobile.

Au niveau des pays émergents, la croissance chinoise continue de montrer des signes de faiblesse dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. La production industrielle de la Chine a progressé de 5,3 %, en rythme annuel, sur la période de janvier-février 2019, soit son taux le plus faible depuis 2002. L'activité du secteur privé demeure affectée par l'essoufflement de la demande, en particulier extérieure, les exportations ayant connu en février 2019 leur plus net recul en trois ans.

1.2. Actions des banques centrales¹

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la Banque Centrale de l'Inde qui a abaissé son taux directeur.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine (FED) a confirmé la fin de la réduction de son bilan. Son Président, Monsieur Jérôme POWELL, a annoncé la présentation imminente d'un projet qui édifiera sur le cadre de la normalisation. Entamée depuis octobre 2017, cette réduction interviendra avec un bilan de la FED représentant environ 17% du PIB américain contre 6% avant la crise financière de 2008. En outre, avec la gestion du bilan, la Banque Centrale prend une primauté dans le cadre de politique monétaire des États-Unis, en tenant compte de la situation macroéconomique ainsi que de l'évolution des marchés financiers. Par ailleurs, la cible d'inflation reste à 2%. Toutefois, les Autorités sont prudentes face aux risques de récession de l'économie américaine.

En zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangée sa politique monétaire, dans un contexte dominé par les signes de ralentissement économique. En outre, la BCE reste engagée à soutenir l'activité économique en zone euro, avec les risques de détérioration de la croissance économique au niveau mondial. En effet, les dirigeants de l'Institution se sont inquiétés des incertitudes liées à l'impact croissant du protectionnisme et de l'escalade des conflits commerciaux sur les perspectives mondiales.

La Banque d'Angleterre (BoE) a, quant à elle, maintenu, le 7 février 2019, son taux directeur à 0,75%, une décision prise à l'unanimité. Les incertitudes autour du Brexit ont milité pour ce statu quo.

Au niveau des pays émergents, la Banque centrale Indienne (RBI) a abaissé, le 7 février 2019, son taux des prises en pension de 25 points de base, à 6,25%, en vue de relancer

¹ Cette section passe en revue les dernières actions des banques centrales et perspectives.

la croissance économique. Cette décision marque un changement de cap opéré par la RBI vers une politique monétaire accommodante. La Banque Centrale chinoise n'envisage pas encore d'abaisser ses principaux taux directeurs afin de soutenir l'économie, en dépit du ralentissement de l'inflation et du renchérissement du yuan qui ont poussé les marchés à anticiper un tel soutien monétaire.

1.3 – Marchés des matières premières

Les prix des produits agricoles exportés ont augmenté, tandis que ceux importés par les pays de l'UEMOA se sont orientés à la baisse.

La hausse des cours des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA est tirée par l'huile de palme (+10,4%), le pétrole (+6,8%), l'or (+2,1%) et le caoutchouc (+1,9%). Elle est atténuée par la baisse des prix de l'huile de palmiste (-9,5%) et du coton (-2,1%).

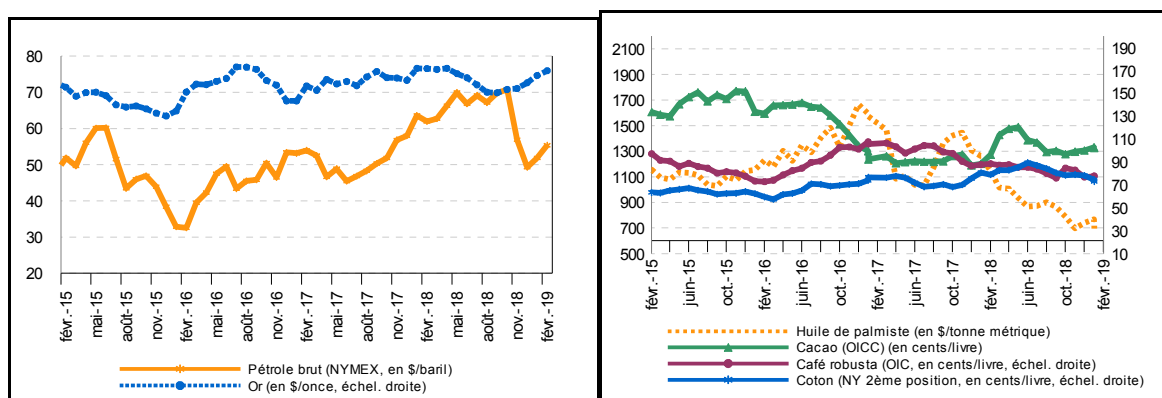
Les cours de l'huile de palme ont augmenté, en relation avec la forte demande enregistrée au niveau des pays asiatiques et du Moyen Orient, notamment en Chine, en Inde et au Pakistan, combinée à la baisse des stocks mondiaux.

Les prix du pétrole ont été portés par la baisse de l'offre mondiale et les perspectives d'un rééquilibrage du marché pétrolier au premier trimestre 2019. En effet, les pays de l'OPEP ont respecté leur engagement, en réduisant leur production de 797.000 barils par jour par rapport à décembre 2018, à 30,81 millions de barils par jour. En outre, les sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela commenceraient à peser sur l'offre mondiale, ce qui ramènerait le marché du pétrole à l'équilibre.

Les cours de l'or ont tiré profit de leur statut de valeur refuge dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, notamment au moyen orient. Les prix du caoutchouc ont tiré profit de la reprise du marché boursier de Tokyo et d'un optimisme quant à l'issue des négociations entre les Etats-Unis et la Chine ainsi qu'aux perspectives d'un accord entre les producteurs pour soutenir les prix.

En revanche, les cours de l'huile de palmiste ont été impactés par la baisse de la demande. Les cours du coton ont été pénalisés par la demande atone, notamment de la Chine et de l'Inde, dans un contexte de bonne perspective de la production mondiale.

Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (en devises)

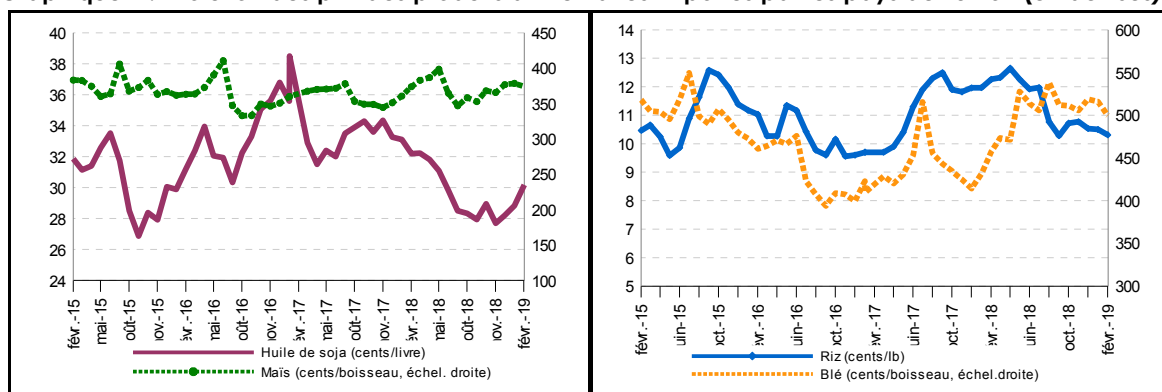


Sources : Reuters, calculs BCEAO

Les prix des principaux produits importés ont été orientés à la baisse

Le recul des prix est tiré par celui des prix du blé (-3,1%), du riz (-1,8%) et du maïs (-0,4%) affectés par l'atonie de la demande et la hausse des approvisionnements des marchés. En particulier, les cours du riz ont pâti de la faiblesse de la demande des pays africains et asiatiques, notamment le Bangladesh. En revanche, la hausse des prix de l'huile de soja (+4,7%), en liaison avec la vigueur de la demande, a exercé un effet modérateur.

Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (en devises)



Sources : Reuters, calculs BCEAO.

1.4 - Marchés financiers mondiaux

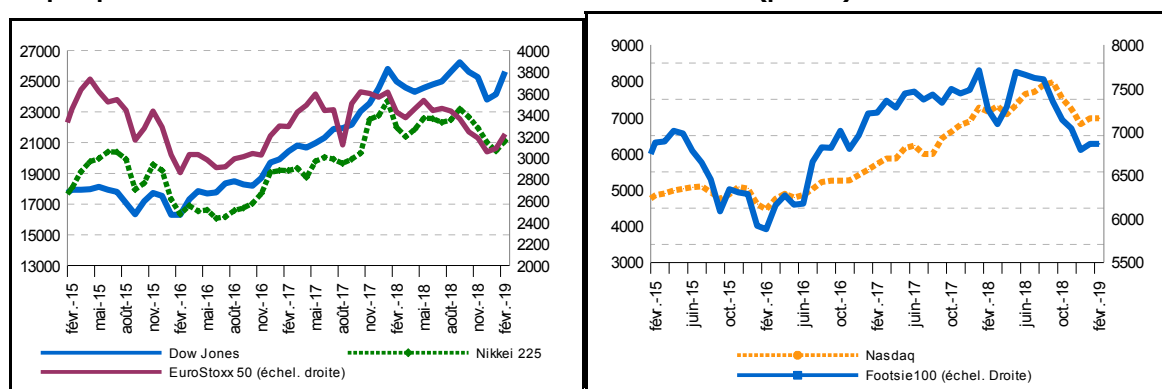
Les espoirs de résolution du conflit commercial sino-américain continuent de soutenir les indicateurs des principaux marchés boursiers. Toutefois, les perspectives économiques défavorables en zone euro et les inquiétudes politiques ont affecté le marché des changes.

1.4.1. Les places boursières

Les indicateurs des principaux marchés boursiers sont ressortis en hausse, soutenus par le regain d'espoir d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine, les deux premières puissances économiques mondiales en mars 2019.

Les indices Dow Jones de la bourse de New York, Euro Stoxx 50 de la zone euro et Nikkei 225 de la bourse du Japon se sont renforcés respectivement de 6,1%, 4,4% et 3,2%.

Graphique 3 : Evolution des indices boursiers internationaux (points)



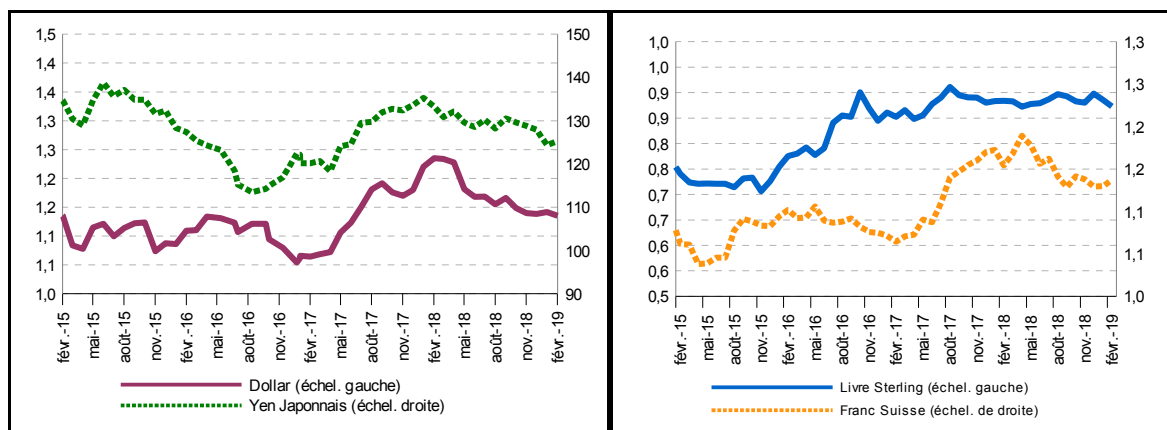
Sources : Reuters, calculs BCEAO.

1.4.3. Les taux de change

La monnaie européenne s'est repliée face à la livre sterling (-1,5%) et au dollar des Etats-Unis (-0,6%). En revanche, l'euro s'est apprécié par rapport au yen japonais (+0,8%) et au franc suisse (+0,6%).

L'euro reste affecté par la conjoncture économique défavorable de la zone euro et les inquiétudes politiques, notamment avec la montée des euro-sceptiques en Italie, ainsi que les incertitudes relatives à l'orientation de la politique monétaire de la BCE. En revanche, le dollar des Etats-Unis a tiré profit des perspectives favorables des négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

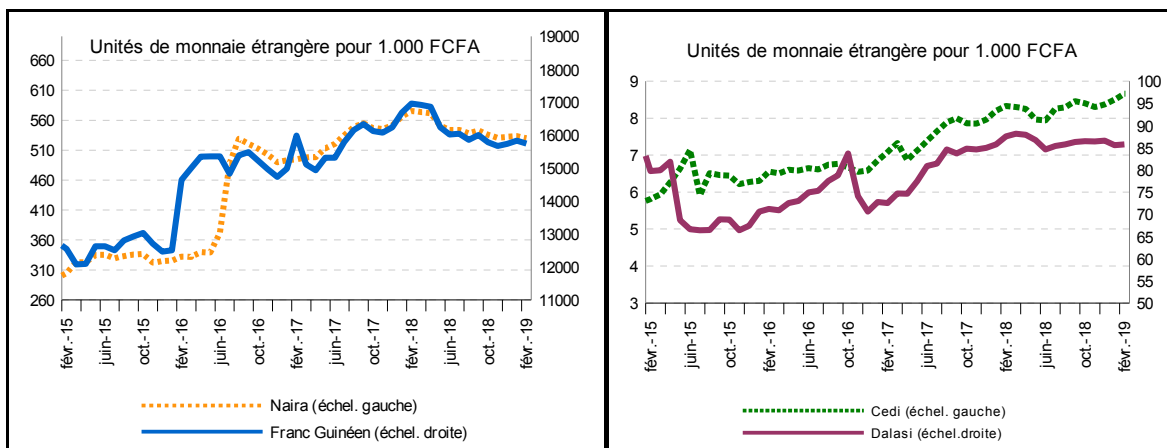
Graphique 4 : Evolution du taux de change de l'euro face aux principales devises



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Au niveau du marché de l'Afrique de l'Ouest, sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est renforcé face aux principales monnaies des pays, à l'exception du dalasi (-1,0%) et du naira (-0,4%). Les hausses les plus significatives ont été relevées vis-à-vis du cedi ghanéen (+3,5%) et du dollar libérien (+1,8%).

Graphique 5 : Evolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest



Sources : Reuters, calculs BCEAO, AMAO

II. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de conjoncture indiquent une évolution contrastée de l'activité économique du mois de février 2019. La production industrielle et le volume des prestations des services marchands se sont renforcés, tandis que les bâtiments et travaux publics ainsi que les activités commerciales sont en perte de vitesse.

2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a augmenté d'un mois à l'autre (+3,4%), après un repli de 0,6% le mois précédent. L'évolution de l'activité industrielle tient principalement à la hausse des activités manufacturières et extractives. Le recul de la production de l'énergie a exercé un effet modérateur.

La progression des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la hausse de la fabrication de produits alimentaires, des ouvrages en métaux et des produits métallurgiques de base, atténuée par la baisse des textiles, des autres produits minéraux non métalliques, ainsi que des produits pétroliers raffinés et chimiques. Le regain de dynamisme des activités manufacturières a été noté au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Niger et en Guinée-Bissau, atténué par une baisse observée au Togo et au Mali.

Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2017	2018		2019		2019	
	févr	févr	déc	jan	févr. (*)	jan	févr. (*)
Production des activités extractives	-0,4	0,0	-0,7	0,2	0,6	-1,1	-0,6
dont pétrole brut et gaz naturel	-0,6	-1,0	-0,1	-0,4	-0,5	0,8	1,7
Industries manufacturières	3,5	0,6	-3,4	-1,1	3,1	1,8	4,0
dont produits alimentaires et boissons	6,4	-0,6	0,0	-4,0	4,4	-1,3	3,5
textiles	-3,5	0,0	-0,6	1,6	-0,3	-0,2	-0,4
produits pétroliers raffinés	2,0	0,8	0,0	0,3	-0,2	1,1	0,1
Electricité, eau et gaz	-0,8	0,1	1,2	0,4	-0,2	0,7	0,5
Indice Général	2,4	0,7	-2,9	-0,6	3,4	1,3	4,0

Source : BCEAO (*) données provisoires

La hausse de la production des activités extractives est essentiellement imputable à celle des minerais métalliques, de l'extraction du minerai d'uranium et de thorium, amoindrie par la baisse du pétrole brut et gaz naturel.

Le repli de la production d'énergie est lié à celui de la fourniture d'électricité et d'eau.

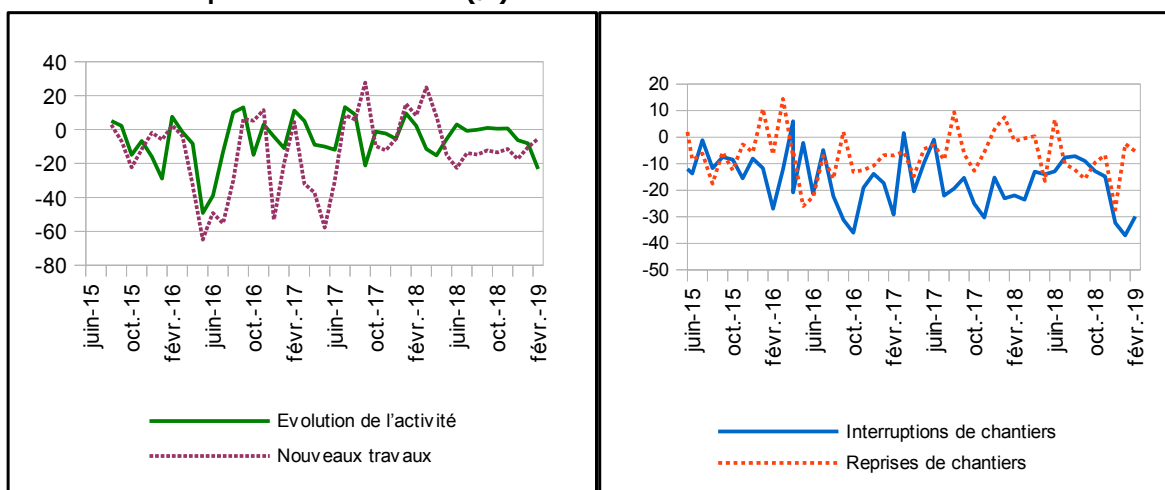
En glissement annuel, le rythme de progression de la production industrielle a augmenté, passant de 1,3% en janvier 2019 à 4,0% en février 2019, en liaison avec la forte cadence de fabrication des produits chimiques, de caoutchouc et matières plastiques ainsi que de l'extraction de pétrole brut et du gaz naturel. Cette tendance a été modérée par le ralentissement de la production des autres produits minéraux non métalliques, du raffinage des produits pétroliers, de la fabrication des bois et articles en bois, ainsi que de la poursuite du profil baissier des textiles.

2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois de février 2019, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une dégradation de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en relation avec la diminution de nouveaux chantiers (construction des infrastructures) dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception du Sénégal et du Bénin, et la détérioration des conditions d'approvisionnement en Côte d'Ivoire et au Mali. En outre, les interruptions de chantiers ont augmenté. L'accroissement des nouveaux travaux au Bénin et la reprise des chantiers dans la plupart des pays de l'Union ont exercé un effet modérateur. Cette situation, couplée avec le renchérissement de l'exploitation et la persistance des déficits antérieurs, s'est soldée par une trésorerie déficitaire. Au total, le moral des entreprises du secteur est au plus bas niveau depuis septembre 2018, en passant de 101,5 points en janvier à 97,9 points en février 2019.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le volume de l'activité a augmenté dans tous les compartiments du secteur. La baisse de l'activité, d'une année à l'autre, a concerné l'ensemble des pays de l'UEMOA, à l'exception du Bénin, du Mali et du Niger.

Graphique 6 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des bâtiments et travaux publics de l'UEMOA (%)



Source : BCEAO

2.1.3- Activité commerciale

Le taux de croissance de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a baissé, en variation mensuelle, passant de 3,6% en janvier à 0,6% en février 2019. L'évolution de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à la baisse des ventes des produits alimentaires et pétroliers, des textiles ainsi que des autres appareils électriques et électroniques non ménagers. Cette évolution a été atténuée par la hausse des achats en automobiles, motocycles et pièces détachées ainsi que de l'équipement de logement.

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2017	2018		2019		2019	
	févr	févr	déc	janv	févr. (*)	janv	févr. (*)
Produits de l'alimentation	0,3	-0,3	-0,9	0,7	-0,3	2,3	2,9
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,5	-0,2	-0,9	0,6	-0,1	2,1	2,7
Equipement de la personne	0,0	-0,1	0,0	0,5	-0,4	0,4	0,2
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,0	-0,1	0,0	0,5	-0,4	0,4	0,2
Equipement de logement	0,0	-0,2	-0,4	0,7	0,5	-0,8	-0,5
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0,2	0,2	-0,5	1,3	0,8	-0,2	0,0
dont véhicules automobiles neufs	-0,2	0,3	-0,1	0,9	0,3	0,3	0,1
Produits pétroliers	0,5	1,0	-1,0	1,2	-0,4	1,8	0,7
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	0,3	-0,2	1,7	-1,7	1,0	0,0	0,8
dont produits pharmaceutiques et médicaux	0,3	-0,2	1,7	-1,7	1,0	-0,1	0,7
Produits divers	0,8	-0,4	-0,9	0,9	-0,6	0,5	0,5
INDICE GLOBAL	1,8	0,2	-2,0	3,6	0,6	4,0	4,5

(*) données provisoires

Source : BCEAO

En glissement annuel, le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires est resté soutenu à 4,5% en février 2019 après 4,0% en janvier dernier. Ce regain de dynamisme est essentiellement lié à l'accroissement du rythme haussier des ventes des produits alimentaires et pharmaceutiques.

2.1.4 - Services marchands

Selon les opinions des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en février 2019 a poursuivi sa progression, mais à un rythme plus faible dans le secteur des services marchands. Le volume global des prestations s'est accru ainsi que celui des commandes

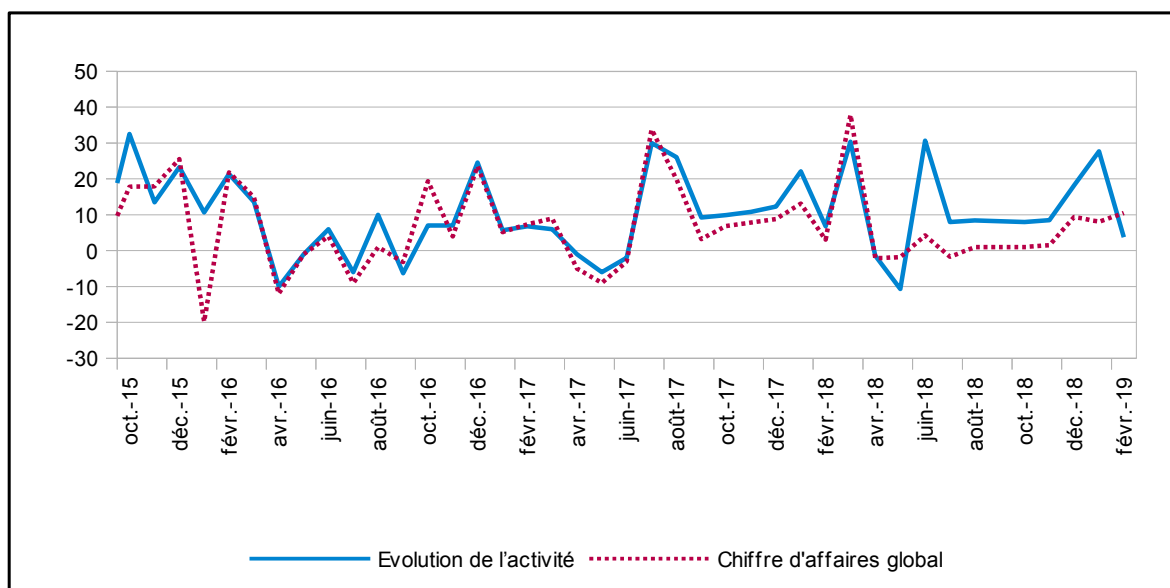
en provenance de tous les compartiments du marché. L'indicateur du climat des affaires dans ce secteur s'établit à 101,9 points, supérieur à sa moyenne de long terme, traduisant le maintien de l'activité en phase d'expansion.

Cette tendance s'est généralisée à l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Bénin et du Togo où l'indicateur du climat des affaires dénote une baisse de l'activité. La gestion financière des entreprises reste aisée, en liaison avec les encaissements suffisants et les marges antérieures de trésorerie.

En glissement annuel, le rythme de progression de l'activité des services marchands a augmenté. En effet, le taux de croissance de l'indice du chiffre d'affaires dans le secteur s'est accru, passant de 3,4% en janvier à 6,9% en février 2019. Cette évolution est imputable à la hausse des prestations dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception du Burkina et du Mali, affectés par les incertitudes liées à l'insécurité. L'intermédiation financière n'est pas épargnée. Le chiffre d'affaires a connu un ralentissement, passant d'une hausse de 12,0% en janvier à 10,0% en février 2019.

En particulier, au Mali, la baisse du chiffre d'affaires est également liée au sous-secteur des télécommunications.

Graphique 7 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)



Source : BCEAO

2.2 – Inflation

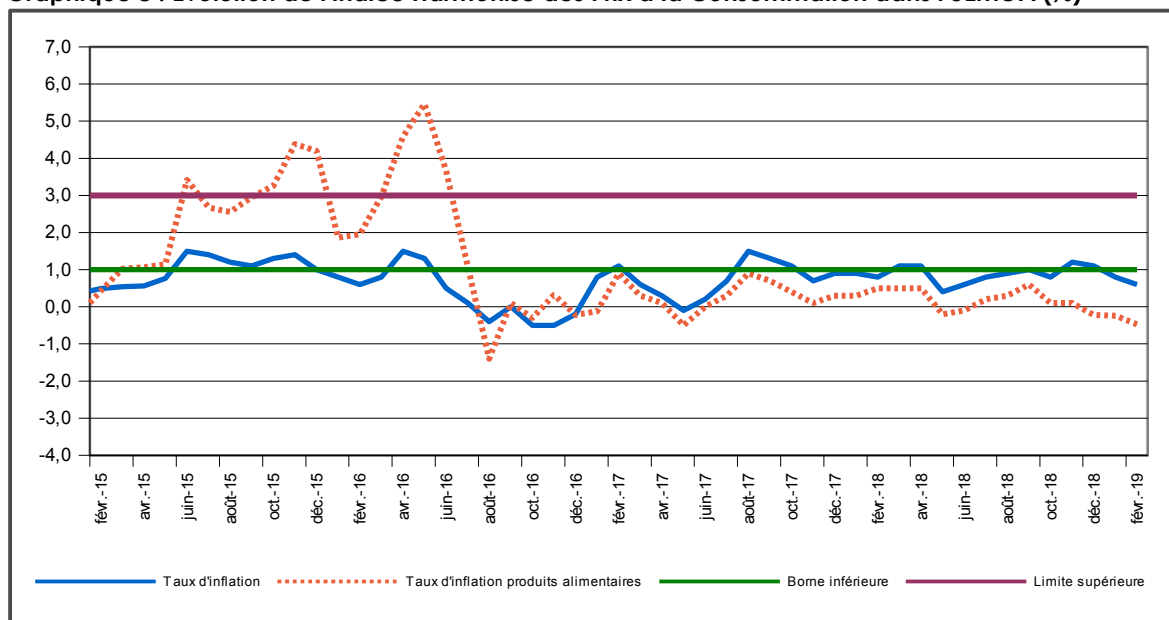
Le rythme de progression du niveau général des prix a baissé, en liaison notamment avec le repli des prix de la composante « Alimentation ».

L'indice harmonisé des prix à la consommation, base 100 en 2014, progresserait, en glissement annuel, de 0,6% à fin février 2019, après une réalisation de 0,8% le mois précédent. La décélération du rythme de progression du niveau général des prix est

imprimée par la composante « Alimentation », dont la contribution à l'inflation totale est ressortie à -0,2 point de pourcentage (pp) à fin février 2019 contre -0,1 pp un mois plus tôt. Cette évolution est en ligne avec l'accentuation du repli des prix de céréales et de légumes frais dans la plupart des pays, ainsi que l'amélioration de l'offre de tubercules et plantains notamment au Burkina et au Togo.

Le ralentissement du rythme de hausse du niveau général des prix a également été induit par une moindre progression des prix de la fonction « Transports », dont la contribution est ressortie à +0,1 pp à fin février 2019 contre +0,2 pp un mois plus tôt. Cette situation est attribuable à l'ajustement à la baisse des prix des carburants au Bénin et en Côte d'Ivoire. En effet, au Bénin, les prix à la pompe du gazole ont baissé de 3,7%, en rythme mensuel, en février 2019, et en Côte d'Ivoire, un recul de 0,8% a été consenti.

Graphique 8 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, ressortirait, en glissement annuel, à 0,7% à fin février 2019 contre 0,9% à fin janvier 2019.

III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

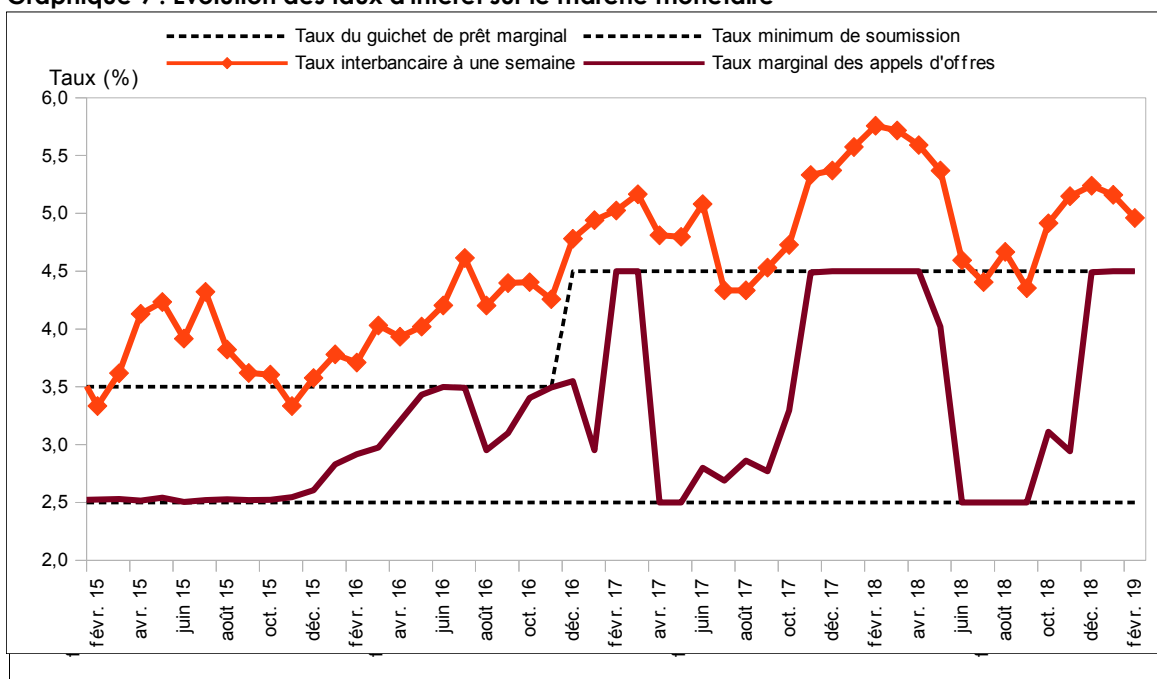
Les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont restés élevés en février 2019. Les conditions de banque, notamment les taux d'intérêt débiteurs, se sont inscrites en baisse.

3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Malgré la baisse des pressions exercées sur la trésorerie des banques, comme en témoigne le repli de leurs soumissions aux opérations d'open market, passant de 4.481,5 milliards en janvier à 4,308,9 milliards en février 2019 (-172,6 milliards ou -3,9%), les taux sur le marché monétaire sont demeurés à 4,50%.

La baisse des tensions a été plus ressentie sur le marché interbancaire. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine a baissé de 21,0 points de base pour s'établir à 4,96%, au-dessus du taux du guichet de prêt marginal de la BCEAO (4,50%). Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 5,01%, en recul de 15 points de base.

Graphique 9 : Evolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Source : BCEAO

3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'analyse des conditions de banque à fin février 2019 indique une baisse de 53,1 points de base (pdb) du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 6,56% après 7,09% en janvier 2019.

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont baissé au niveau des concours accordés aux coopératives et groupements villageois (-160,1 pdb), aux entreprises individuelles (-114,7 pdb), aux assurances et caisses de retraite (-60,2 pdb), aux entreprises privées du secteur productif (-32,4 pdb) et aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) (-9,6 pdb). En revanche, le coût du crédit a augmenté pour les avances à l'Etat et organismes assimilés (+141,3 pdb) et aux particuliers (+52,2 pdb).

L'analyse suivant l'objet du crédit indique un recul des taux débiteurs relatifs aux crédits de trésorerie (-56,0 pdb), d'équipement (-37,8 pdb) et de consommation (-1,5 pdb). La hausse enregistrée au niveau des crédits d'habitation (+85,8 pdb) et d'exportation (+56,6 pdb) a amoindri le profil baissier des taux débiteurs au cours de la période sous revue.

Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)

	Niveau moyen mensuel						Variation mensuelle (en points de base)	
	2016	2017		2018		2019	2019	
	févr	févr	déc	févr	déc	févr.(*)	jan	févr(*)
Taux débiteur global	6,89	6,80	6,88	6,59	6,77	6,56	32,11	-53,07
Particuliers	9,00	8,67	7,26	8,55	7,13	8,23	57,19	52,21
Entreprises individuelles	6,74	6,71	6,82	6,58	6,81	6,44	77,80	-114,68
Entreprises privées du secteur productif	6,39	6,44	7,15	6,20	6,57	6,36	11,56	-32,36
Clientèle financière	9,19	8,04	7,07	3,67	7,46	7,99	53,83	-0,78
Sociétés d'Etat et EPIC	7,76	7,50	6,22	6,16	7,23	6,76	-37,30	-9,63
Trésorerie	6,40	6,31	6,54	6,04	6,61	6,08	2,18	-55,95
Consommation	7,56	8,49	7,61	8,38	7,42	8,20	78,95	-1,47
Equipement	8,22	7,60	7,77	7,57	7,02	7,28	63,77	-37,85
Exportation	8,86	9,67	9,15	8,55	7,77	7,21	-113,26	56,64
Habitation	8,51	6,55	7,19	7,81	6,72	8,12	53,49	85,81

(*) données provisoires

Source : BCEAO

Dans l'Union, les baisses de taux ont été notées en Guinée-Bissau (-89,7 pdb), au Burkina (-51,7 pdb), au Bénin (-21,0 pdb) et au Sénégal (-8,2 pdb). Ces évolutions ont été atténuées par les hausses observées au Niger (+29,4 pdb), en Côte d'Ivoire (+25,8 pdb) et au Togo (24,1 pdb).

Quant au taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle, il est ressorti en baisse de 43,2 points de base, à 5,39% au mois de février 2019. L'allègement des coûts des dépôts est généralisé à tous les pays de l'Union, à l'exception du Niger où une hausse de 45,6 pdb a été notée. Les replis les plus marquants sont observés au Burkina (-48,8 pdb, à 5,59%), en Côte d'Ivoire (-27,7 pdb, à 4,71%), au Togo (-31,0 pdb, à 5,44%), au Bénin (-21,3 pdb, à 5,77%) et en Guinée-Bissau (-20,9 pdb, à 3,04%).

3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois de février 2019, la liquidité propre des banques s'est améliorée de 81,5 milliards, en lien avec les entrées de ressources en provenance de l'extérieur (+15,2 milliards) et le solde positif des opérations des banques avec les Etats (+142,5 milliards).

Tableau 4 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

(en milliards, sauf indication contraire)

	Encours			Variations	
	févr-18	janv-19	févr-19	janv-19 / déc-18	févr-19 / janv-19
Guichet hebdomadaire	3 109,1	3 350,0	3 350,0	0,0	0,0
Guichet mensuel	720,0	720,0	720,0	0,0	0,0
Guichet de prêt marginal	0,0	99,5	72,8	-5,5	-26,8
Guichet spécial de refinancement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	3 829,1	4 167,0	4 139,5	-5,5	-27,6

Source : BCEAO

Avec l'amélioration de leur trésorerie propre, les banques ont réduit leurs engagements sur les guichets de la BCEAO de 27,6 milliards après un repli de 5,5 milliards observée le mois précédent. Cette situation est essentiellement attribuable au désengagement de certaines banques sur le guichet de prêt marginal.

Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques

(en milliards)

	févr-18 / janv-18	janv-19 / déc-18	févr-19 / janv-19
Circulation fiduciaire (1)	49,1	-53,2	76,2
Transferts nets des banques (2)	-142,3	-233,3	15,2
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	191,5	42,4	142,5
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	0,1	-137,7	81,5
Réserves obligatoires (5)	5,7	6,0	18,2
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	5,7	143,7	-63,3
Refinancements (7)	-82,8	-5,5	-27,6
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-82,7	-143,2	54,0

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échue le 15 février 2019, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les

² NB : Les données des encours ne concernent que les banques

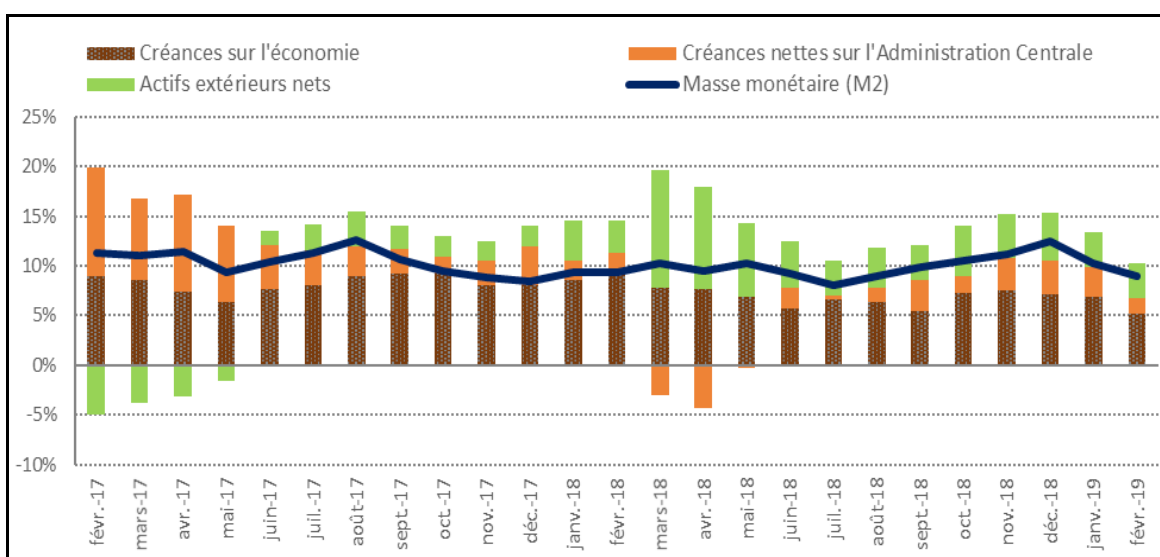
réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 700,2 milliards, soit 105,0% des réserves requises, en baisse de 30,8 points de pourcentage par rapport à janvier 2019.

3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin février 2019 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+9,0%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et les créances des institutions de dépôt sur l'économie.

Au niveau des composantes de la masse monétaire, les dépôts et la circulation fiduciaire se sont accrus respectivement de 8,6% et 10,2%.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 864,9 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+1.255,2 milliards). Les réserves officielles de change de la Banque Centrale se sont établies à 8.651,4 milliards, en hausse de 20,3% par rapport à février 2018. Cette amélioration du niveau des réserves a été induite, notamment par la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards. La couverture des importations de biens et services par les actifs de réserves est ainsi ressortie à 4,7 mois à fin février 2019, inchangé par rapport au mois précédent. Le taux de couverture de l'émission monétaire ressort à 76,7% après 77,2% en janvier 2019.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé de 1.692,5 milliards ou 6,0%, en rythme annuel, pour s'établir à 29.669,9 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et des créances sur les administrations publiques centrales (APUC).

Tableau 6 : Situation monétaire à fin février 2019

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

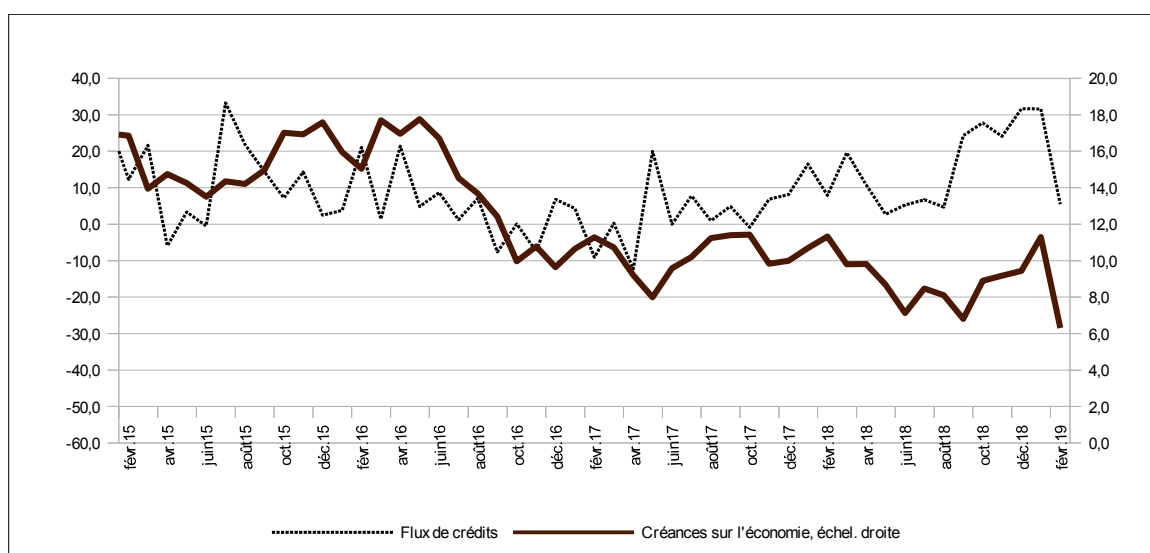
	déc.-18	févr.-18	janv.-19	févr.-19	Variation			
					Mensuelle (4)/(3)		Annuelle (4)/(2)	
					(1)	(2)	(3)	(4)
Masse monétaire	27 717,1	25 022,5	27 266,0	27 268,6	2,6	0,0	2 246,1	9,0
Actifs extérieurs nets	5 375,1	4 444,9	5 209,0	5 309,8	100,8	1,9	864,9	19,5
Créances intérieures	30 023,9	27 977,3	29 923,4	29 669,9	-253,5	-0,8	1 692,6	6,0
Créances nettes sur APUC*	8 112,6	7 642,7	8 033,9	8 044,6	10,7	0,1	401,9	5,3
Créances sur l'économie	21 911,4	20 334,7	21 889,5	21 625,2	-264,3	-1,2	1 290,5	6,3

Source : BCEAO

(*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi à 6,3% contre 11,3% à la même période de l'année 2018. Elles ont été portées essentiellement par la hausse des crédits bancaires aux entreprises privées non financières (+812,2 milliards ou +7,3%), aux sociétés publiques (+470,6 milliards ou 38,7%) et aux ménages (+140,5 milliards ou 2,2%). Les prêts aux sociétés financières non bancaires se sont, quant à eux, contractés de 237,4 milliards ou 38,5%.

Graphique 11 : Evolution comparée de nouvelles mises en place de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)



Source : BCEAO

La baisse du rythme de progression des créances sur l'économie entre janvier et février 2019 (6,3% contre 11,3% en janvier) est justifiée par celle de nouvelles mises en place de crédits. Ces dernières se sont repliées, traduisant un niveau des concours bancaires moins important que celui du mois de janvier 2019. En glissement annuel, les nouveaux concours bancaires se sont accrus de 5,5% en février 2019 après 31,6% le mois précédent.

Sur une base mensuelle, les crédits nouvellement mis en place ont chuté de 20,7%, en liaison essentiellement avec la faible mobilisation de l'épargne. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.065,3 milliards en février 2019, après un niveau 1.344,1 milliards le mois dernier. Le recul des mises en place de crédits intervient dans un contexte de baisse des ressources collectées par les banques. En effet, les dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA ont reculé de 10,4% à fin février 2019, en ressortant à 181,2 milliards contre 202,2 milliards le mois précédent. La baisse du volume des dépôts bancaires est imputable à l'ensemble des agents économiques, à l'exception de la clientèle financière qui a accru ses dépôts de 23,5%. Les baisses les plus importantes sont notées au niveau des coopératives et groupements villageois ainsi que des sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), qui sont pratiquement absents du marché au cours du mois de février 2019.

Les créances nettes sur l'administration publique centrale ont enregistré une hausse de 5,3% en février 2019, contre 7,5% à la même période de 2018.

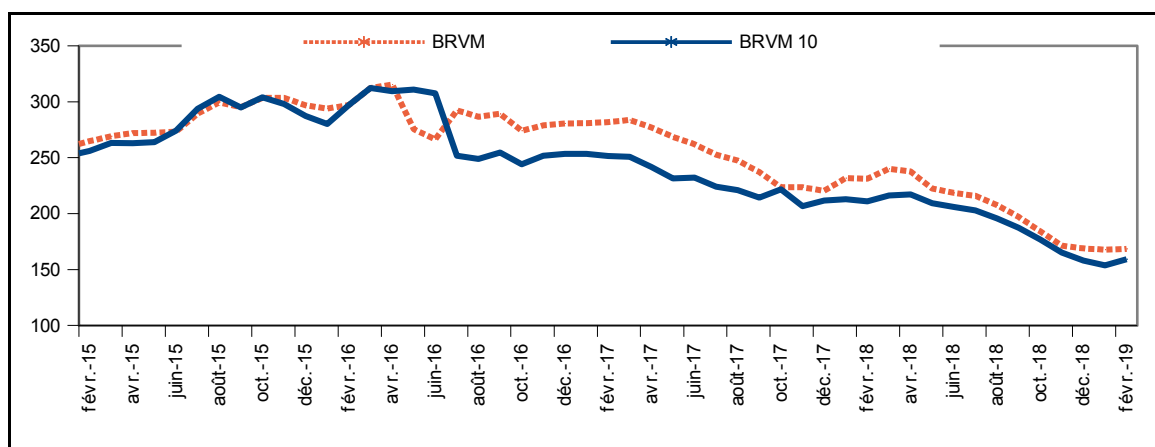
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont enregistré des évolutions contrastées en février 2019 et les Etats ont une préférence pour les bons sur le marché de titres de dette publique.

4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché ont enregistré des évolutions contrastées. L'indice BRVM 10 s'est renforcé de 3,5% s'établissant à 159,2 points, tandis que le BRVM composite s'est replié de 0,3% à un niveau de 168,4 points.

Graphique 12 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 se sont contractés respectivement de 27,1% et 24,6%.

4.2.- Marché de titres de la dette publique

Au cours du mois de février 2019, le volume des ressources levées sur le marché financier régional a augmenté de 49,1 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 343,6 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits s'est accru de 132,4 milliards par rapport à son niveau de février 2018.

Le taux de couverture des émissions est ressorti, en moyenne, à 141,13% en février 2019 contre 77,1% un an auparavant. Les bons du Trésor ont représenté 63,0% des émissions.

Tableau 7: Evolution des ressources mobilisées par les Etats à fin février 2019

	2018	2019		Variation (mds)	
	février	janvier	février	mensuelle	annuelle
Bons	144,0	222,6	216,4	-6,2	72,3
Obligations	67,2	71,9	127,2	55,3	60,0
Total	211,2	294,5	343,6	49,1	132,4

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont légèrement été en hausse, d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 5,83% en février 2019 contre 5,82% le mois précédent. En revanche, il s'est contracté par rapport au mois de février 2018 où il est ressorti à 5,99%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen s'est situé à 7,31% au cours de la période sous revue, contre 7,36% en janvier 2019 et 6,57% un an auparavant.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois de février 2019.

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

L'activité économique poursuivrait sa décélération à l'échelle mondiale, les économies avancées et émergentes n'ont pas pu mettre fin à la tendance baissière entamée à la fin de l'année dernière. La bonne tenue de la demande intérieure a atténué la baisse du commerce extérieur ainsi que les effets négatifs des incertitudes liées au Brexit et aux tensions politiques.

Sur le premier trimestre 2019, l'activité économique enregistrerait une bonne dynamique, mais en perte de vitesse, dans les économies de l'UEMOA. L'ensemble des secteurs d'activité maintiendraient leurs performances à un rythme moins fort que celui du dernier trimestre 2018. Les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande, avec l'accroissement attendu des cours des principales matières premières exportées, et des conditions financières stables sur les marchés des capitaux. Cette tendance pourrait être atténuée par la dégradation du climat sécuritaire et politique ainsi que la hausse des prix des principaux produits d'équipements importés et les effets des tensions commerciales.

5.1. Environnement international

5.1.1. Activité économique

Selon les dernières prévisions de l'Organisation de Coopération et Développement Économiques (OCDE), la croissance de l'économie mondiale en 2019 serait limitée à 3,3% après 3,6% en 2018. Le ralentissement est imputable aux tensions commerciales qui impacteraient l'activité aux Etats-Unis et en Chine. La baisse des importations de ces deux grandes économies est un frein à la zone euro, avec des effets plus notables dans les pays plus ouverts tels que l'Allemagne.

Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent une bonne tenue de l'activité dans les pays avancés et ceux partenaires de l'Union au deuxième trimestre 2019. En zone euro, la croissance de l'activité économique tirerait profit du regain de dynamisme de la consommation et du secteur privé, dans un contexte d'allègement des conditions de crédit. L'économie américaine rebondirait après un premier trimestre marqué par la paralysie de l'administration et l'accumulation des stocks. Le regain de dynamisme au deuxième trimestre 2019 serait du fait de la consommation, de l'immobilier résidentiel et de la persistance de taux d'intérêt faibles. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit continuent d'affecter l'activité économique.

Tableau 8 : Prédiction du taux de croissance, en glissement annuel (%)

	Réalizations		Estimations	Prévisions	
	T2- 2017	T3- 2018	T4- 2018	T1- 2019	T2- 2019
Economies avancées	2,3	2,1	1,6	1,0	1,3
<i>Etats-Unis</i>	2,9	3,0	2,0	1,4	2,0
<i>Zone euro</i>	2,2	1,6	1,5	1,3	2,0
<i>Japon</i>	1,4	-0,1	0,5	0,3	0,5
<i>Royaume Uni</i>	1,2	1,5	1,2	0,9	0,8
Economies émergentes	5,0	4,8	4,8	4,9	5,0
<i>Chine</i>	6,7	6,5	6,6	6,6	6,6
<i>Inde</i>	7,8	7,2	7,0	7,8	7,6
<i>Brésil</i>	0,9	1,3	1,2	1,9	2,0
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	1,5	1,3	0,9	0,8	0,9
Pays partenaires de l'UEMOA	3,9	3,9	3,4	3,3	3,4
<i>France</i>	1,6	1,4	1,8	1,4	1,4
<i>Pays-bas</i>	2,9	2,3	2,3	2,7	2,7
<i>Autres (Etats-Unis, Chine, etc.)</i>	4,1	4,1	3,6	3,4	3,5

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Dans les pays émergents, en 2019, la croissance de l'activité économique ralentirait en Chine, en liaison avec l'affaiblissement de la demande aussi bien extérieure qu'intérieure, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. La mise en place, depuis janvier 2019, de mesures fiscales incitatives et d'assouplissement de la politique monétaire exercerait un effet modérateur. Dans les autres pays émergents, la croissance se consoliderait, notamment en Afrique du Sud et en Inde. En particulier, l'économie indienne serait soutenue par la vigueur de la demande intérieure, notamment la consommation des ménages. En revanche, les économies russe et brésilienne seraient affectées par la dépréciation de leurs monnaies, les pressions inflationnistes et le ralentissement du commerce mondial. Dans les pays en développement, les perspectives à moyen terme dans la zone CEMAC font ressortir une amélioration progressive de la situation économique et financière, avec la remontée des cours du pétrole, ainsi que l'accélération de la mise en œuvre des réformes économiques, monétaires et financières convenues avec le FMI. Selon la BEAC, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 3,2% en 2019 après un niveau de 1,7% en 2018.

5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les tendances inflationnistes ont baissé, en mars 2019, dans la plupart des économies avancées. Dans les pays émergents, l'inflation ralentirait, en liaison avec la détente attendue des cours du baril de pétrole et des produits alimentaires. Au Ghana et au Nigeria, les prix devraient augmenter.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

Tableau 9 : Prédiction du taux d'inflation, en variation annuelle (%)

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	nov.-18	déc.-18	janv.-19	févr.-19	mars-19
Economies avancées	2,63	2,47	1,37	1,38	1,39
<i>Etats-Unis</i>	2,18	1,91	1,55	1,52	1,54
<i>Zone euro</i>	1,90	1,50	1,40	1,50	1,47
<i>Autres</i>	5,01	5,52	0,85	0,85	0,89
Economies émergentes	3,76	3,71	2,69	2,74	2,66
<i>Chine</i>	2,20	1,90	1,70	1,50	1,70
<i>Inde</i>	10,60	11,60	6,60	6,97	6,78
<i>Brésil</i>	4,50	5,50	3,78	3,89	3,80
<i>Autres</i>	3,36	3,38	3,29	3,15	2,99
Pays partenaires de l'UEMOA	2,35	2,10	1,84	1,80	1,86
<i>France</i>	1,89	1,59	1,24	1,32	1,13
<i>Pays-bas</i>	2,03	1,96	2,19	2,60	2,25
<i>Autres</i>	2,36	2,12	1,86	1,79	1,89
Pays voisins de l'UEMOA	12,15	13,15	14,15	15,15	16,15
<i>Nigeria</i>	12,26	13,26	14,26	15,26	16,26
<i>Ghana</i>	10,50	11,50	12,50	13,50	14,50

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés et importés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions contrastées, sur les mois de mars et avril 2019.

Tableau 10 : Prévisions des cours des matières premières (variation mensuelle en %)

Produits exportés	Réalizations			Estimations		Prévisions
	nov. 18	déc. 18	janv. 19	févr. 18	mars 18	avr. 19
Pétrole brut (NYMEX) (en \$/baril)	-19,6	-13,3	5,2	6,8	5,1	3,7
Café robusta (OIC) (en cents/livre)	-2,1	-7,4	0,7	0,6	-1,8	-0,9
Cacao (OICC) (en cents/livre)	2,3	1,1	2,7	-0,6	-2,0	-0,7
Coton (NY 2ème position) (en cents/livre)	0,6	-1,1	-4,6	-2,1	3,4	-1,1
Huile de palme (en \$/tonne métrique)	23,8	-25,5	4,0	10,4	-3,1	-1,8
Huile de palmiste (en \$/tonne métrique)	-11,5	6,1	3,8	-9,5	-6,0	-3,9
Caoutchouc (en eurocents/kg)	-2,7	3,4	4,3	1,9	3,7	-2,3
Noix de cajou (en \$/tonne métrique)*	0,0	-6,9	0,0	-1,2	-4,4	-1,9
Or (en \$/once)	0,5	2,6	3,2	2,1	-1,0	1,4
Produits importés						
Huile de soja (cents/livre)	-4,3	1,8	2,2	4,7	-2,4	1,5
Blé (cents/boisseau)	-1,1	2,6	-0,6	-3,1	-9,0	-3,2
Riz (cents/lb)	0,4	-2,2	-0,2	-1,8	3,5	1,5
Mais (cents/boisseau)	-0,7	3,1	0,4	-1,1	-1,9	-0,9

Sources : Reuters, calculs BCEAO

Les cours du pétrole poursuivraient leur tendance haussière, le marché restant soutenu par la diminution des stocks, de la production de l'OPEP et de ses alliés, ainsi que des

sanctions américaines à l'égard de l'Iran et du Venezuela. Au regard des fondamentaux du marché, caractérisé par une offre importante, les prix du cacao devraient se contracter.

S'agissant du caoutchouc, les inquiétudes sur le ralentissement de l'économie mondiale, et en particulier de la Chine, premier consommateur mondial de caoutchouc, tireraient les prix à la baisse. Les cours de l'huile de palme se ressentiraient, pour leur part, de l'abondance des stocks en Malaisie.

Pour ce qui concerne les matières premières importées par les pays de l'Union, les prix du blé, de l'huile de soja et du maïs accuseraient un repli lié à la faiblesse de la demande et à la hausse des approvisionnements des marchés. Les cours du riz, en revanche, s'inscriraient en hausse tirant profit d'une reprise de la demande.

5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de mars 2019, les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande intérieure et des conditions financières stables, voire à la baisse. Pour l'année 2019, dans son ensemble, ces conditions favorables demeureront, avec toutefois un ralentissement de la demande en provenance des principaux pays partenaires européens et asiatiques où la croissance est dans une phase descendante du cycle.

En outre, les effets négatifs attendus des tensions commerciales entre les Etats-Unis et certains de leurs partenaires sur les perspectives économiques de l'UEMOA, pourraient être importants, en dépit de la reprise des négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

De même, la crise en Italie et en France, le Brexit sans accord, les conflits armés en Asie et les fluctuations du prix du baril sont des sources d'inquiétudes pour les économies de l'Union.

Le maintien de la tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA, à la faveur de la reprise de la demande mondiale attendue dès le deuxième trimestre 2019, aurait des effets positifs sur le budget et la croissance des Etats de l'Union. Cette situation pourrait être atténuée par la dégradation du climat sécuritaire et politique ainsi que la hausse des prix des principaux produits d'équipements importés.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de février 2019, l'activité économique maintiendrait sa bonne dynamique dans le secteur des industries, en lien principalement avec la hausse attendue des commandes, de la production et du chiffre d'affaires. La demande resterait vigoureuse sur le marché intérieur et baisserait à l'exportation. En ce qui concerne les activités commerciales, les entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, du fait de l'accroissement des commandes en provenance de tous les compartiments du marché, mais avec un léger ralentissement de la demande extérieure. Les entreprises du secteur des services enregistreraient une progression de leurs activités, en liaison avec la hausse des commandes et du chiffre d'affaires, notamment au niveau du marché extérieur. Le regain de dynamisme est généralisé à l'ensemble des branches, mais le rebond serait en retrait par rapport à la situation du mois passé. De même, les opérateurs des Bâtiments et Travaux Publics anticipent une progression de leurs activités, en relation

avec la hausse de nouveaux travaux et du chiffre d'affaires dans le secteur des bâtiments.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin février 2019 et les dernières informations disponibles font ressortir un ralentissement de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 5,8% au premier trimestre 2019, après une réalisation de 6,8% le trimestre précédent. La perte de vitesse de l'activité au premier trimestre 2019 est attribuable notamment au recul du rythme de progression de la production manufacturière, des activités commerciales et extractives. La bonne tenue de la production d'énergie a exercé un effet modérateur. En effet, sur les deux premiers mois de l'année, la production industrielle n'a augmenté que de 2,7% contre un taux de 7,3% à la même période de l'année précédente. Les contre performances sont notées au niveau des activités extractives (-7,6% contre +3,2%) et manufacturières (+6,5% contre +7,2%), le secteur de l'énergie s'étant bien conforté (4,9% contre 2,3%). Quant à l'indice du chiffre d'affaires de commerce, il affiche une hausse de 4,3% en janvier-février, contre une expansion de 12,7% à la même période de l'année précédente. Les indicateurs du climat des affaires épousent la même orientation (-2,7% contre 1,1% pour l'indice global). Au total, tous les indicateurs conjoncturels récents dénotent un net ralentissement de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA, à l'instar de l'économie mondiale et de celle de la plupart des pays partenaires commerciaux.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

Tableau 11 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)		Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %)								
	Estimations		Estimations						Prévisions		
	2017	2018	T1-2017	T3-2017	T4-2017	T1-2018	T2-2018	T3-2018	T4-2018	T1-2019	T2-2019
Secteur primaire	1,4	1,2	1,7	1,4	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2
Agriculture vivrière	1,1	1,0	1,4	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,2	1,2	1,1
Agriculture de rente (ou exportation)	0,4	0,1	0,3	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	1,3	1,5	1,1	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,3	1,5
Activités extractives	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Industries manufacturières	0,6	0,7	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Production énergie	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
BTP	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,3	0,5
Secteur tertiaire	3,9	4,0	3,7	4,0	3,9	4,0	4,0	4,0	4,1	3,3	4,0
Commerce	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7
Transports, postes et communications	0,5	0,9	0,5	0,6	0,5	0,8	0,9	1,0	1,0	0,7	0,7
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1,1	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	1,3
Services non marchands	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7
Impôts et taxes	0,9	0,6	0,8	1,0	0,9	0,7	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6
Produit Intérieur Brut	6,6	6,6	6,6	6,7	6,4	6,5	6,6	6,6	6,8	5,8	6,7

Source : BCEAO

Sur l'ensemble de l'année 2019, il est attendu le renforcement des performances économiques, avec un taux de croissance de 6,8%, après une réalisation de 6,6% en 2018.

L'expansion de l'activité en 2019 serait soutenue par l'essor des secteurs des services et du secondaire. Le dynamisme des activités de prestation de services serait attribuable à l'essor des services bancaires et de télécommunications ainsi que de la bonne tenue des activités commerciales, consécutive à la hausse des productions agricoles et industrielles. Le secteur secondaire continue d'être tiré par les Bâtiments et Travaux Publics, qui bénéficieraient de l'exécution de grands chantiers dans les infrastructures de base.

Par ailleurs, la hausse de la production agricole, du fait d'une pluviométrie globalement satisfaisante et de la poursuite des actions entreprises pour redynamiser les principales filières agricoles, contribuerait à soutenir la croissance du PIB.

Sous l'angle de la demande, la consommation finale demeurerait le principal moteur de la croissance, en liaison avec la consolidation de la demande des ménages en produits alimentaires. Toutefois, la bonne dynamique de l'activité serait atténuée par la baisse des revenus aux producteurs en ligne avec le repli des cours internationaux de certains produits agricoles. La demande extérieure nette continue de peser négativement sur les perspectives de croissance des économies de l'Union, en liaison avec l'accroissement attendu de la facture d'importation des biens d'équipement et intermédiaires. En effet, sur la période de janvier au 5 avril 2019, les réceptions de transferts baisseraient de 22,3% et les émissions seraient en hausse de 33,4%. A la même période de l'année passée, ces indicateurs se situent à +151,6% et 24,9% respectivement.

5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Selon les estimations faites sur la base de la situation à fin février 2019, la masse monétaire de l'Union se situerait à 27.760,9 milliards à fin mars 2019 contre 25.598,5 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.162,4 milliards (+8,4%) qui en résulterait serait essentiellement imputable à la progression de 3.655,7 milliards (+13,9%) des créances intérieures attendues à 29.891,7 milliards. La contraction prévue des AEN (-1.161,9 milliards ou -17,1%), du fait de l'utilisation des réserves internationales issues des mobilisations d'euro-obligations de mars 2018, a exercé un effet modérateur.

L'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse, en glissement annuel, des créances sur l'économie (+7,8%), qui s'établiraient à 21.726,9 milliards et des créances nettes sur les Administrations publiques centrales (+34,3%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin mars 2019, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+1.613,6 milliards) et de la circulation fiduciaire (+548,8 milliards).

5.4. Perspectives d'inflation

Sur la base des estimations faites à partir des informations du dispositif interne de suivi des prix, le taux d'inflation dans l'UEMOA ressortirait à 0,7% à fin mars 2019, en glissement annuel, en légère hausse par rapport au niveau du mois précédent. Les composantes « transport » et « communication » seraient les principales sources de la hausse du niveau général des prix. Le renchérissement du « Transport » résulterait de la hausse des prix du carburant au Bénin, au Burkina et au Togo. Quant à la remontée du coût de communication, elle est liée à l'absence de bonus de crédit de consommation téléphonique, observée dans la plupart des pays de l'UEMOA. Le profil haussier des prix à la consommation a été atténué par le repli des prix des produits alimentaires, notamment les céréales, les huiles végétales et le sucre. Selon la FAO, les prix du blé et du maïs se sont repliés, en liaison avec une offre abondante face à une demande atone. Les prix mondiaux de l'huile de palme se sont contractés en mars 2019, en raison du repli de la demande et de l'accroissement des stocks dans les principaux pays producteurs. La baisse des prix du sucre est principalement due à des récoltes plus abondantes que prévu dans les principaux pays producteurs. L'Inde deviendrait le plus gros producteur mondial de sucre, dépassant le Brésil.

Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations						Estimation	Prévision
	déc. 17	sept. 18	oct. 18	nov. 18	déc. 18	janv. 19	févr. 19	mars 19
Produits alimentaires et boissons	1,3	-0,6	-0,7	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Logement	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0
Transport	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2
Communication	-0,3	-0,1	-0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	0,2
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Restaurants et Hôtels	0,3	0,2	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	2,1	0,1	0,2	0,8	0,8	0,8	0,6	0,7

Sources : INS, BCEAO

Sur les trois mois à venir, le taux d'inflation augmenterait, en raison essentiellement du renchérissement des produits alimentaires locaux. Cette évolution traduit le regain de dynamisme de la demande, avec le début des travaux champêtres dans les pays du sahel. Pour l'ensemble de l'année 2019, le taux d'inflation s'établirait à 1,1% avant de remonter à 1,4% en 2020. Ces niveaux d'inflation restent toutefois compatibles avec l'objectif de stabilité des prix (+2,0%).



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2017	2018		2019		2019	
	févr	févr	déc	janv	févr.(*)	janv	févr.(*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	0,3	-0,3	-0,9	0,7	-0,3	2,3	2,9
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,1	0,2	0,1
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,5	-0,2	-0,9	0,6	-0,1	2,1	2,7
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0,0	-0,1	0,0	0,5	-0,4	0,4	0,2
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,0	-0,1	0,0	0,5	-0,4	0,4	0,2
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	0,0	-0,2	-0,4	0,7	0,5	-0,8	-0,5
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,1	0,1	-0,2	0,5	0,2	0,1	0,1
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0,1	-0,3	-0,3	0,2	0,3	-0,9	-0,6
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHES	-0,2	0,2	-0,5	1,3	0,8	-0,2	0,0
Véhicules automobiles neufs	-0,2	0,3	-0,1	0,9	0,3	0,3	0,1
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,1	0,0
Motocycles neufs	0,0	0,0	0,0	0,5	0,2	-0,3	-0,3
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0,0	-0,1	-0,4	-0,1	0,1	0,0	0,1
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS PETROLIERS	0,5	1,0	-1,0	1,2	-0,4	1,8	0,7
Produits pétroliers	0,5	1,0	-1,0	1,2	-0,4	1,8	0,7
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	0,3	-0,2	1,7	-1,7	1,0	0,0	0,8
Produits pharmaceutiques et médicaux	0,3	-0,2	1,7	-1,7	1,0	-0,1	0,7
Parfumerie et produits de beauté	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
PRODUITS DIVERS	0,8	-0,4	-0,9	0,9	-0,6	0,5	0,5
Machines de bureau et matériel et informatique	0,1	0,1	-0,1	0,2	-0,1	0,0	-0,2
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	-0,1	-0,1	-0,2	0,5	-0,2	0,3	0,3
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Autres produits	0,9	-0,4	-0,7	0,2	-0,5	0,2	0,3
INDICE GLOBAL	1,8	0,2	-2,0	3,6	0,6	4,0	4,5

(*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2017	2018		2019		2019	
	févr	févr	déc	jan	févr. (*)	jan	févr. (*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-0,4	0,0	-0,7	0,2	0,6	-1,1	-0,6
Pétrole brut et gaz naturel	-0,6	-1,0	-0,1	-0,4	-0,5	0,8	1,7
Minerais d'uranium et de thorium	1,4	0,2	0,1	2,3	0,2	1,6	0,9
Minerais métalliques	-0,2	0,5	-0,1	1,6	0,7	-1,6	-1,3
Autres minerais	-1,1	0,2	-0,6	-3,3	0,2	-2,0	-1,9
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	3,5	0,6	-3,4	-1,1	3,1	1,8	4,0
Produits alimentaires et de boissons	6,4	-0,6	0,0	-4,0	4,4	-1,3	3,5
Produits à base de tabac	0,7	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,5	0,4
Textiles	-3,5	0,0	-0,6	1,6	-0,3	-0,2	-0,4
Articles d'habillement	0,4	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0,2	0,1	0,0		-0,7	-0,2	-0,8
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,3
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	-0,1	-0,1	-0,2	0,1	-0,1	0,0	0,0
Produits pétroliers raffinés	2,0	0,8	0,0	0,3	-0,2	1,1	0,1
Produits chimiques	-0,2	-0,2	-1,7	0,3	-0,2	0,4	0,4
Caoutchouc et matières plastiques	-1,4	-0,6	-0,1	0,2	0,0	0,3	0,8
Autres produits minéraux non métalliques	-0,1	0,1	0,0	0,3	-0,7	1,2	0,3
Produits métallurgiques de base	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,1	0,8	-0,5	0,1	0,6	2,0	1,7
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,1	0,0		0,1	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	-0,3	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de récupération	0,1	0,0	-0,4	0,0	0,0	-2,2	-2,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	-0,8	0,1	1,2	0,4	-0,2	0,7	0,5
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	-0,6	0,7	1,8	0,1	-0,2	0,5	0,5
Eau	-0,2	-0,6	-0,5	0,3	-0,1	0,1	0,1
Indice Général	2,4	0,7	-2,9	-0,6	3,4	1,3	4,0

(*) données provisoire, CVS
Source : BCEAO

Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)

	Niveau moyen mensuel				
	2016	2017	2018	2019	
	févr	févr	févr	jan	févr
NATURE DU DEBITEUR					
Etat et organismes assimilés	7,73	5,64	5,19	4,08	5,49
Particuliers	9,00	8,67	8,55	7,70	8,23
Clientèle financière	9,19	8,04	3,67	8,00	7,99
Sociétés d'Etat et EPIC	7,76	7,50	6,16	6,86	6,76
Assurances-Caisses de retraite	8,35	8,65	7,15	7,52	6,92
Entreprises privées du secteur productif	6,39	6,44	6,20	6,69	6,36
Entreprises individuelles	6,74	6,71	6,58	7,59	6,44
Coopératives et groupements villageois	8,13	9,67	10,06	10,77	9,17
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,79	9,52	9,09	10,71	8,66
Personnels des banques	5,51	1,36	2,37	2,66	2,98
Total	6,89	6,80	6,59	7,09	6,56
OBJET DU CREDIT					
Habitation	8,51	6,55	7,81	7,26	8,12
Exportation	8,86	9,67	8,55	6,64	7,21
Equipement	8,22	7,60	7,57	7,66	7,28
Consommation	7,56	8,49	8,38	8,21	8,20
Trésorerie	6,40	6,31	6,04	6,64	6,08
Autres	6,83	7,62	7,10	8,06	7,62
Total	6,89	6,80	6,59	7,09	6,56
DUREE DU CREDIT					
inf ou égale à 1 mois	5,52	5,37	5,33	6,90	5,64
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,61	5,94	5,68	5,59	5,77
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,36	8,08	7,62	7,90	7,93
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,57	8,40	8,07	7,55	7,76
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,43	8,27	7,28	8,94	8,15
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,94	8,14	7,44	7,93	7,81
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,07	7,18	7,96	7,43	7,64
Plus de 10 ans	4,51	6,32	6,18	2,95	3,84
Total	6,89	6,80	6,59	7,09	6,56

Source : BCEAO

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA
(contribution en points de %)**

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle (%)		Glissement annuel (%)	
	2018		2019		2019		2019	
	févr	déc	janv	févr	jan	févr	jan	févr
Crédits bancaires totaux	1 009,9	1 970,3	1 344,1	1 065,3	-31,8	-20,7	31,6	5,5
Crédits aux particuliers	116,8	213,2	306,6	123,9	4,7	-13,6	2,0	0,7
Crédits aux entreprises privées	601,2	1 006,0	733,2	550,4	-13,8	-13,6	23,4	-5,0
Crédits aux entreprises du secteur public	66,3	69,2	14,1	40,4	-2,8	2,0	-4,8	-2,6
Crédits de trésorerie	672,8	1 225,9	809,4	749,5	-21,1	-4,5	16,4	7,6
Crédits de consommation	105,4	200,0	124,2	120,3	-3,9	-0,3	-1,0	1,5
crédits d'équipement	70,9	239,0	289,0	119,8	2,5	-12,6	23,8	4,8
Crédits d'habitation	23,0	30,1	21,4	9,9	-0,4	-0,9	0,6	-1,3

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement
(en milliards, sauf indication contraire)**

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	39,2	34,1	115,1	32,8	8,5	386,6	72,1	169,3
Burkina	37,3	57,2	65,2	55,6	23,9	232,5	92,9	114,5
Côte d'Ivoire	113,5	150,3	75,5	172,1	95,0	181,2	285,6	116,4
Guinée-Bissau	0,5	2,3	21,4	3,7	1,9	194,5	4,2	99,5
Mali	39,3	82,8	47,5	11,2	5,5	202,5	50,5	57,2
Niger	27,4	28,0	97,9	5,3	2,1	258,0	32,7	108,8
Sénégal	55,5	115,0	48,3	77,1	24,0	321,8	132,6	95,5
Togo	22,3	25,1	88,8	7,3	11,4	64,4	29,6	81,2
UMOA	335,0	494,7	67,7	365,2	172,2	212,0	700,2	105,0

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST